

AVIS DE DEMANDE DE COTATION

N° 000014/DC/CDEC/CIPM/2026 DU 06 FEB 2026

RELATIVE AU GARDIENNAGE DE L'IMMEUBLE SIÈGE ET DES RÉSIDENCES DES DIRIGEANTS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDEC)

1. Objet de la Consultation :

Le Directeur Général lance, pour le compte de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), une consultation relative au recrutement d'une société de gardiennage pour la sécurisation de l'immeuble siège de la CDEC, sise à Bastos, Rue MBALLA ELOUMDEN, des résidences du Président du Conseil d'Administration (PCA), du Directeur Général (DG) et du Directeur Général Adjoint (DGA).

2. Consistance des prestations :

Les prestations objet de la présente consultation portent sur la sécurisation 24h/24h et 7 jr/7 de l'immeuble siège de la CDEC, sise à Bastos, Rue MBALLA ELOUMDEN, des résidences du Président du Conseil d'Administration (PCA), du Directeur Général (DG) et du Directeur Général Adjoint (DGA).

3. Tranches /Allotissement :

Les prestations objet de la présente consultation sont regroupées en un lot unique.

4. Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **30 000 000 (trente millions) FCFA.**

5. Délai prévisionnel d'exécution :

Le délai d'exécution des prestations est de douze (12) mois

6. Participation et Origine :

La présente consultation est ouverte à toutes les sociétés de gardiennage détentrice d'un agrément délivré par le Président de la République ou d'un récépissé de dépôt de demande d'agrément, installées au Cameroun et justifiant des compétences dans le domaine de gardiennage et de sécurisation.

7. Financement

Les prestations objet de la présente consultation sont financées par le Budget de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), Exercice 2026, **Ligne 6320 – Rémunération d'intermédiaires et de conseil »**

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne et hors ligne. Toutefois, le soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

9. Cautionnement de soumission :

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée au tarif en vigueur, acquittée à la main d'un montant de **six cent mille (600 000) FCFA** valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres, délivrée par un établissement financier de premier ordre agréé par le MINFI assorti d'un récépissé de consignation en numéraire à la Caisse des Dépôts et Consignation (CDEC).

Le soumissionnaire ou titulaire du Marché peut également s'il le souhaite, solliciter d'un établissement financier agréé, l'approvisionnement d'un compte de la CDEC suivant le barème défini plus haut et transmet à cette dernière le cautionnement émis, l'avis de crédit et la demande de consignation y relative.

En retour, la CDEC délivre et transmet à l'établissement financier, le récépissé de consignation dès réception de la liasse documentaire ci-dessus mentionnée.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des Marchés), sis au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ; sur le site internet de l'CDEC (www.CDEC.cm) ou encore sur le site internet de la CDEC (www.CDEC.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le présent Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC, dès publication du présent Avis contre présentation du reçu de versement d'une somme non remboursable de **50.000 FCFA (cinquante mille francs CFA)** payable dans le **compte CAS-ARMP N°33598860001/94** ouvert à la **BICEC**.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des marchés), sis au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC, au plus tard le **05 MAR 2026** à 14 heures, heure locale sous pli fermé et devra porter la mention :

DEMANDE DE COTATION N° 0 0 0 1 4 DU 0 6 FEB 2026

RELATIF AU GARDIENNAGE DE L'IMMEUBLE SIÈGE ET DES RÉSIDENCES DES DIRIGEANTS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDEC)

Financement : Budget CDEC, Exercice 2026

« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DEMANDE DE COTATION sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DEMANDE DE COTATION, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

En tout état de cause, l'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **05 MAR 2026** 2026 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la CDEC sise au 1^{er} étage de l'immeuble siège situé à Bastos.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics, assorti d'une quittance de la CDEC ;
- la non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (**excepté le cautionnement de soumission**) ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Note technique inférieure à 70 % de OUI ;
- L'absence de l'agrément délivré par le Président de la République ou le récépissé de dépôt de la demande dudit agrément, autorisant le soumissionnaire à opérer dans le domaine du gardiennage au Cameroun.
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- L'absence de la charte d'intégrité ;
- L'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental.

15.2 Critères essentiels :

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (**oui/non**) et sur la base des principaux critères essentiels ci-après :

- Présentation de l'offre ;
- Références du prestataire ;
- Moyens Humains et logistiques ;
- Capacité financière ;
- Preuve d'acceptation des conditions du marché.

La grille d'évaluation détaillée est jointe en annexe.

Seules les soumissions qui auront obtenu au moins 70 % de OUI à l'issue de l'analyse technique seront admises à l'analyse financière.

16. Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la **moins-disante**.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Caisse des Dépôts et Consignations (Service des marchés), sis au 5^{ème} étage de l'Immeuble siège de la CDEC.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques.

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro **1517**, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, la CDEC au numéro 222 23 61 01.

AMPLIATIONS :

- MINMAP ;
- CDEC (pour publication et archivage) ;
- Pdt/CIPM /CDEC ;
- Affichage ;
- Chrono/Archives.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CDEC





REQUEST FOR QUOTATION

No. 0 0 0 14 /DC/CDEC/CIPM/2026 OF 06 FEB 2026

RELATING TO THE PROVISION OF SECURITY SERVICES TO THE DEPOSITS AND CONSIGNMENTS (CDEC) HEAD-OFFICE AND EXECUTIVES RESIDENCES

1. Purpose of the request for quotation:

The Director General of the Deposits and Consignments Fund (CDEC) intends to acquire the services of a security company to secure the CDEC head-office located at Bastos, MBALLA ELOUMDEN street, residences of the Chairman of the Board of Directors (PCA), the Director General (DG), and the Deputy Director General (DGA).

2. Consistency of services:

The service related to this contract shall comprise the provision of security guard services for a 24/7 safeguarding of the CDEC head office located in Bastos, Rue MBALLA ELOUMDEN, as well as the residences of the Chairman of the Board of Directors (PCA), the Director General (DG), and the Deputy Director General (DGA).

3. Allotment:

The present consultation shall be in one (1) single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **thirty million (30,000,000) CFA francs including taxes.**

5. Estimated execution period:

The maximum execution deadline for completion of services shall be twelve (12) months.

6. Participation et Origin:

This consultation is open to all security companies holding an accreditation issued by the President of the Republic or a receipt for an application for a licence, established in Cameroon and having proven track records in the field of security and guarding.

7. Funding:

The services covered by this consultation shall be financed by the Budget of the Deposits et Consignments Fund (CDEC), 2026 Financial Year, **Line 6320 – Rémunération d'intermédiaires et de conseil.**

8. Submission mode

The submission mode chosen for this consultation is online and offline. However, the tenderer cannot use both online and offline mode.

9. Bid bond:

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond stamped at the current rate, paid in person, in the amount of **six hundred thousand (600,000 FCFA)**, with a validity period of 30 days beyond the offer's validity date. The bond must be issued by a top-tier financial institution approved by MINFI and accompanied by a receipt for cash deposit at the Deposits and Consignments Fund (CDEC). The bidder or contract holder may request from an approved financial institution the provision of a CDEC account according to the defined scale and submit the issued guarantee, credit advice, and related deposit request to the institution.

CDEC shall also issue and forward the consignment receipt to the financial institution upon reception of the above-mentioned set of documents.

10. Consultation of Tender File

The tender file can be consulted during working hours at the Deposits and Consignments Fund (Contracts Department), located on the 5th floor of the CDEC head-office building.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at <http://www.marchesplics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on CDEC's website (www.armp.cm) or via any other means of electronic communication

11. Acquisition of Tender File

This Tender Document may be obtained on the 5th floor of the CDEC head-office, upon publication of the present Notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of **50,000 (fifty thousand CFA Francs)** to be deposited in the **CAS-ARMP account No. 33598860001/94** opened at BICEC.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender file by downloading it free of charge from the above-mentioned addresses. However, physical or electronic submission is subject to payment of the DAO purchase fee.

12. Submission of Bids

Concerning off-line submission, each bid, drawn up in French or English in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must be submitted to the Deposits and Consignments Fund (Market Department), located on the 5th floor of the CDEC headquarters building, by no later than ~~05 MAR 2026~~ 2026 at 2:00 p.m., in a closed envelope and must be labelled:

REQUEST FOR QUOTATION No. 000014 OF 06 FEB 2026

**FOR GUARDING THE HEADOFFICE OF THE DEPOSITS AND CONSIGNMENTS FUND (CDEC) AND
EXECUTIVE RESIDENCES**

Funding: CDEC's budget, 2026 Financial year

“OPEN ONLY DURING BIDS OPENING SESSION»

13. Admissibility of Bids

Administrative documents and technical and financial bids must be submitted in different and separate sealed envelopes.

The Project Owner shall declare inadmissible the following:

- Bids with indications of the bidders' identity.
- Bids received after the submission deadline.
- Bids with no identity of the tender notice.
- Bids not complying with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or bids in copies only

According to the provisions of the REQUEST FOR QUOTATION, any bid incomplete shall be declared inadmissible. Precisely, the absence of a bid bond issued by a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance or failure to comply with the model documents in the REQUEST FOR QUOTATION shall result in outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced with no connection to the tender notice concerned is considered void. A bid bond provided by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Opening of bids

Bids shall be opened in one phase.

In all events, opening of the administrative documents and the technical and financial bids will take place on **05 MAR 2026** 2026 at 3:00 p.m. by the Internal Tenders Board of the CDEC located on the 1st floor of the head-office in Bastos.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly authorised. This also holds for group of companies.

Under penalty of rejection, administrative documents required in the RPAO must be produced in originals or in certified true copies by issuing services, in compliance with the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). They shall have been established less than three (03) months prior to the bid submission date or should have been established after the date of signature of the request for quotation notice.

Absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening session of bids after a period of 48 hours granted by the Commission, will cause rejection of the bid.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory criteria:

- Failure to provide a bid bond, issued by a first-class financial institution or organization authorized by the Minister of Finance to provide bonds for public contracts, accompanied by a CDEC receipt, will render the bid non-compliant.
- Failure to produce, within 48 hours after bid opening session, any administrative document earlier deemed non-compliant or missed during the bid opening session (**except the bid bond**).
- False declarations, fraudulent machinations or forged documents.

- Technical score below 70 % of "YES".
- Absence of the approval issued by the President of the Republic or receipt of the application for the said approval, authorising the bidder to operate in the guarding sector in Cameroon.
- Absence of a unit price in the financial bid.
- Absence of an integrity charter.
- Absence of the declaration of social and environmental commitment.

15.2 Essential criteria:

Technical bids will be assessed according to the binary system (**yes/no**) and on the basis of the following essential criteria:

- Presentation of bid.
- Bidder's references.
- Human and logistical resources.
- Financial capacity.
- Proof of acceptance of contract conditions.

Detailed assessment grid attached in the appendix.

Only bids with a minimum 70 % of YES in the technical analysis will be admitted to the financial analysis.

16. Award of contract

The Project Owner shall award the Contract to the bidder who has submitted a compliant administrative, technical and financial bid and who has been deemed **lowest bidder** after assessment.

16 Bids validity period

The bidders shall remain bound by their bids for a period of (**ninety**) **90 days** as of the dateline set for submission of bids.

17 Further Information

The tender file can be obtained during working hours at the Deposits and Consignments Fund (Contracts Department), located on the 5th floor of the CDEC head-office.

18 Fight Against Corruption and malpractices.

For any denunciation of corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on **1517**, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the CDEC on 222 23 61 01.

COPIES:

- MINMAP;
- CDEC (for publication and archiving purposes);
- Pdt/CIPM /CDEC;
- Publishing;
- Chrono/Archives.

THE DIRECTOR GENERAL OF THE CDEC

